

COMMUNIQUE DE PRESSE

17 septembre 2024

BAROMÈTRE IRSN 2024 SUR LA PERCEPTION DES RISQUES ET DE LA SÉCURITÉ PAR LES FRANÇAIS. L'EXIGENCE D'UN HAUT NIVEAU DE SURETÉ NUCLEAIRE, EST CONFIRMÉE PAR 82 % DES FRANÇAIS. LA CONFIANCE DES FRANÇAIS DANS LES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES RESTE TOUJOURS ÉLEVÉE ET LEUR CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS CONCERNANT LES CENTRALES NUCLEAIRES EST EN HAUSSE.

Note : L'enquête du Baromètre 2024 s'est déroulée en novembre 2023, année marquée par une instabilité géopolitique mondiale persistante, qui a vu la poursuite de la guerre menée par la Russie en Ukraine et l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, menant à une offensive de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. En France, parallèlement aux attaques terroristes sur le territoire national, le pays a également été touché par des tensions sociales, liées en particulier à la réforme des retraites et à la question des violences policières, relancée par les émeutes urbaines déclenchées par la mort de Nahel Merzouk, le 27 juin. Dans ce contexte national et international, il est cohérent de constater que l'enquête du Baromètre, réalisée fin 2023, montre une forte augmentation des préoccupations liées à la sécurité. Le score combiné de l'insécurité (10 %, +3 points) et du terrorisme (9 %, +6 points), qui était passé de 25 % à 10 % entre 2021 et 2022, remonte cette année à 19 %. La crise climatique reste aussi très présente dans l'actualité. Selon l'Organisation météorologique mondiale, 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, ce qui provoque des incendies, des sécheresses et inondations aux conséquences importantes. Le dérèglement climatique, une nouvelle fois en deuxième position (18 %), demeure une préoccupation majeure dans l'esprit des Français.

Le Baromètre IRSN suit depuis plus de 30 ans la perception des risques et de la sécurité par les Français. En 2024, il présente les évolutions de cette perception selon quatre grands axes : les préoccupations principales des Français, leur regard sur la science et l'expertise, leur perception des situations à risque et leur opinion sur l'énergie nucléaire. Pour la huitième année consécutive, il s'ouvre à des personnalités extérieures qui viennent enrichir de leur point de vue l'analyse des résultats proposée par l'IRSN.

LES FAITS SAILLANTS DU BAROMÈTRE IRSN 2024

Les préoccupations actuelles des Français

En 2023, le **pouvoir d'achat**, en dépit d'une baisse de 11 points, demeure le **principal sujet de préoccupation** des Français, avec 25 % des réponses. Il devance le dérèglement climatique (18 %, +3 points) et l'immigration (11 %, +2 points), qui rejoint le trio de tête pour la première fois depuis 2018.

Parmi les principales **préoccupations environnementales**, le **dérèglement climatique** (44 %, +3 points) continue d'avancer en tête, loin devant « les dommages liés aux catastrophes naturelles » (17 %, +4 points) et la pollution de l'eau (12 %, +2 points).

Concernant la perception des catastrophes, **les centrales nucléaires** restent en 2023 les installations qui, selon les Français, **risquent le plus de provoquer un accident grave** en France (24 %). Viennent ensuite les installations chimiques devant désormais de peu les stockages de déchets radioactifs (17 %) et les laboratoires de recherche sur les virus (16 %). **L'accident de Tchernobyl** est toujours perçu comme **la catastrophe la plus effrayante** (39 %), suivi par la pandémie de la Covid-19 (19 %) et l'accident de Fukushima (18 %).

Le regard des Français sur la science et l'expertise

Cette année, **l'image de la science et des experts scientifiques** s'améliore : 62 % des Français font confiance aux institutions scientifiques (+2 points) et 58 % des Français ont une bonne opinion des experts scientifiques (+8 points). Les qualités les plus attendues pour les experts scientifiques continuent d'être, pour la quatrième année consécutive, **la compétence** technique (29 %), **l'honnêteté** dans la démarche scientifique (26 %) et **l'indépendance** de jugement (21 %).

Pour la troisième année consécutive, les Français renforcent leur attachement à un **recours des décideurs aux experts scientifiques**. Ils sont 71 % à estimer que « les décideurs politiques ne prennent pas assez en compte l'avis des experts scientifiques » (+4 points).

L'exigence d'un **accès large à une information de qualité** est réaffirmée en 2023. Les Français sont 88 % à estimer qu'« il faut mettre à la portée de tous **une information compréhensible** sur les risques des installations » et sont 73 % à juger prioritaire que les organismes d'expertise rendent leurs **rapports publics**. En revanche, seuls 47 % d'entre eux souhaitent participer à des réunions d'information et de concertation sur les installations à risque. Le sentiment que d'autres personnes sont plus compétentes qu'eux (28 %) représente le frein principal à leur participation alors que celui d'être directement concerné par le sujet (45 %) en représente le levier principal.

Les Français et les situations à risque

Parmi les **23 situations à risque** suivies par le Baromètre en 2023, **le cancer** (73 % de réponses « élevés ») demeure le risque perçu comme le plus élevé. Toutefois, il est suivi cette année par **la drogue** (71 %, +7 points) qui intègre pour la première fois depuis 2014 le trio de tête. Vient ensuite **la pollution de l'air**, qui conserve sa troisième place (69 %), à égalité avec **le terrorisme** qui enregistre une forte hausse (69 %, +10 points), retrouvant ainsi son niveau de 2021. Concernant **les risques climatiques**, les inondations (65 %, +10 points) retrouvent leur position dominante (5^e place) alors que les incendies de forêts (64 %, -6 points) et les canicules (62 %), après avoir atteint des scores historiques en 2022, rétrogradent respectivement à la 6^e et 8^e place des risques considérés comme les plus élevés.

Parmi les 23 situations à risque suivies cette année, **le tabagisme** (78 %), **l'alcool** (77 %) et les accidents de la route (76 %) restent les risques pour lesquels les Français **se sentent les mieux informés**. En revanche, **le radon** (18 %), les déchets chimiques (24 %) et les accidents de radiothérapie (25 %) sont les risques pour lesquels les Français se sentent les moins bien informés.

La confiance accordée par les Français aux autorités pour les protéger des situations à risque reste faible (32 % de réponses « oui » en moyenne). Parmi les 23 situations interrogées cette année, la confiance est la plus élevée pour **les radiographies médicales** (44 %) **et les centrales nucléaires** (42 %), qui entrent pour la première fois dans le trio de tête avec une hausse de 7 points. La « défiance » des Français est la plus élevée pour les pesticides et la drogue, à égalité avec un score de 53 %.

En 2023, les Français ont pu exprimer par des mots ce que leur évoque **le terme « risque »**. L'analyse de ces mots met en premier plan **le danger** (15 %) et les situations (12 %) qu'ils peuvent associer au risque, puis en second plan les émotions que peut leur provoquer cette notion, comme notamment l'attrait (8 %) ou la peur (4 %).

Les Français, l'énergie nucléaire et la sûreté

Après une évolution significative en 2022, **l'opinion des Français en faveur de l'énergie nucléaire**, se stabilise en 2023. Un Français sur deux (49 %, -1 point) est pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, tandis que 22 % sont contre (+2 points).

L'argument principal en faveur de l'énergie nucléaire demeure **l'indépendance énergétique** (42 %, -1 point), loin devant le faible coût de l'électricité (23 %, +1 point). La **production de déchets radioactifs** reste le premier argument contre l'énergie nucléaire (33 %, +2 points), devançant de nouveau de 9 points le risque d'accident en deuxième position (24 %, -3 points).

L'énergie solaire est l'énergie perçue la plus positivement par les Français (27 %), suivie de près par l'énergie nucléaire (24 %). **L'énergie solaire** représente, notamment, pour les Français l'énergie « **la plus respectueuse de l'environnement** » (39 %) et « d'avenir » (31 %). Alors que **l'énergie nucléaire** représente pour eux « **l'énergie la plus performante** » (44 %).

Concernant la question de **la gestion des déchets radioactifs**, la majorité des Français (68 %) continue d'estimer que la position « la plus raisonnable pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs » est de « **se décider et appliquer au plus vite la solution** ». Seuls 5 % préfèrent « laisser le choix aux générations futures ». Par ailleurs, 35 % estiment qu'il est aujourd'hui « possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre » et 32 % pensent le contraire.

L'exigence d'un **haut niveau de sûreté** nucléaire est confirmée par 82 % des Français qui déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ». Cette année encore la majorité des Français (69 %) affirment que « la sûreté des installations nucléaires passe avant la production d'énergie ». De plus, ils insistent sur le fait que **les mesures d'amélioration de la sûreté** doivent être une priorité (67 %, +4 points).

Au sujet de **de la poursuite de l'exploitation des installations nucléaires existantes** 51 % des Français estiment que c'est un bon choix contre 26 % qui pensent le contraire. Cependant, 38 % affirment que « prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires provoquera des accidents » contre 23 % qui ne sont pas d'accord.

Le CNRS, l'ASN et l'IRSN sont à nouveau considérés à la fois comme les organismes les plus **compétents** et les plus **crédibles** dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire.

LES NOUVEAUTÉS

[Cette année, de nouvelles questions viennent enrichir l'étude du Baromètre sur l'impact perçu de la radioactivité et des activités nucléaires sur la santé et l'environnement.](#)

Une de ces nouvelles questions concerne **la principale source d'exposition à la radioactivité** en France, que la majorité des Français considère d'origine artificielle (55 %). Or, si l'on se réfère au dernier bilan publié par l'IRSN en 2021 de l'exposition de la population française aux rayonnements ionisants, l'exposition à la radioactivité est due pour deux tiers (66 %) aux sources de rayonnement naturelles et pour un tiers (33 %) au nucléaire médical. Dans le détail, **les installations nucléaires industrielles et militaires** sont les plus citées par les Français (31 %), suivis des actes médicaux (24 %), des rayonnements issus du soleil et de l'espace (14 %), des rayonnements issus d'éléments naturels présents dans le sol (13 %), à égalité (9 %), du radon et de la consommation de poissons, crustacés et coquillages.

Une autre question a consisté à interroger les Français avec pour support **une photo**. Sur celle-ci, on peut apercevoir une « fumée blanche » qui émane d'une centrale nucléaire ; cette « **fumée** » est **constituée** en fait **de gouttelettes d'eau non radioactive** qui provient du système de refroidissement de la centrale. Pour 73 % des Français, cette fumée **représente un danger pour l'environnement** et 46 % estiment ce danger important. De même, 72 % jugent cette fumée dangereuse **pour la santé humaine** et 42 % considèrent ce danger comme important.

Enfin, une question d'actualité a également été ajoutée concernant le traitement puis **le rejet**, dans l'océan Pacifique, **des eaux** utilisées pour refroidir les réacteurs **de la centrale nucléaire de Fukushima** lors de l'accident de 2011. Questionnés sur ce sujet, les Français sont 81 % à considérer cette **opération comme dangereuse** pour la santé humaine et l'environnement, dont 49 % pensent qu'elle l'est à « l'échelle mondiale » et 32 % à « l'échelle régionale (autour du Japon) ».

Contact presse : Pascale Portes, Tél : 01.58.35.70.33, E-mail : pascale.portes@irsn.fr

L'IRSN, Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) – dont les missions sont désormais définies par la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (TECV) – est l'expert public national des risques nucléaires et radiologiques. L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire et de protection de la santé et de l'environnement au regard des rayonnements ionisants. Organisme de recherche et d'expertise, il agit en concertation avec tous les acteurs concernés par ces politiques, tout en veillant à son indépendance de jugement.

L'IRSN est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la Transition écologique, de la Recherche, de l'Energie, de la Santé et de la Défense.